

Savez-vous également que l'Etat prend sa part au passage ? Les impôts sont prélevés à la source, casinos, sites de paris ou de poker, paris sportifs... 7,5 % des sommes engagées sont reversées à Bercy. A chaque fois qu'on parie, on paye un impôt indirect. En France, le marché des paris sportifs (et plus largement celui des jeux d'argent) a été ouvert à la concurrence en 2010. (Terminé le monopole de la Française des Jeux). Depuis, il progresse de 20 % par an. Le foot et le tennis sont les sports privilégiés par les parieurs qui dépensent en moyenne 216 € par an. Les 800 000 joueurs de l'époque sont aujourd'hui plus de 4,5 millions ! Le seul véritable gagnant, c'est l'État.

Mais ce qu'on découvre de plus en plus, c'est que ces paris peuvent entraîner une dépendance et devenir une addiction !

Le risque est particulièrement sensible chez les jeunes qui pensent pouvoir se faire ainsi de l'argent facile.

Avec l'Euro, on a assisté à un matraquage de pub pour les paris sportifs en ligne.

Prenons l'exemple de la pub Winamax, assénée avant chaque match de l'Euro :

Un jeune de cité – les personnages sont souvent choisis pour figurer une catégorie sociale - reçoit la visite de sa mère et se rend compte discrètement qu'il a gagné un pari sportif. Il a parié, il a gagné ; en bon fils, il raccompagne sa mère gentiment jusqu'à l'ascenseur et, sur fond d'explosion tellurique et sur la voix tonitruante d'Elvis Presley, sa mère se retrouve propulsée hors de l'immeuble dans un avion, destination les vacances. S'affiche alors le fameux slogan "Tout pour la daronne", qui sonne comme le titre du film. Le message : si on est un bon garçon, on doit jouer son argent aux jeux pour pouvoir offrir à sa mère tout ce qu'elle mérite et pour lui montrer son affection. On est ici loin de l'idée de s'émanciper par le travail. D'autant qu'un décret du 4 novembre 2020 précise spécifiquement que sont interdites les publicités qui banalisent le jeu, qui indiquent que le jeu valorise la réussite sociale et constitue un gagne-pain.

Mais il y a pire encore. Parier une fois, passe encore...

Mais la tentation est grande d'aller plus loin et de miser un peu plus, puis un peu plus, puis encore un peu plus... Et pour maximiser ses chances de réussite, on se tourne alors vers des sites de pronostics qui se disent tous fiables. Et à partir de là, c'est le cauchemar. L'abonnement « premium » qui promettait monts et merveilles à trente euros par mois est impossible à annuler.

Sur internet, les témoignages se multiplient. Des dizaines de sites proposent des pronostics payants pour parier facilement ; ces propositions alléchantes sont souvent illégales et s'adressent à des non-initiés alléchés par des gains faciles. Les jeunes notamment sont 4 fois plus susceptibles que les adultes de développer une dépendance.

Et pourtant, en théorie, les jeux d'argent sont interdits aux mineurs de moins de 18 ans.

Il faut bien sûr regretter la publicité massive faite pour ces jeux ; il y a même des sites qui proposent de jouer « pour du beurre », avec une monnaie virtuelle, pratique pernicieuse qui conditionne les ados à miser dès qu'ils seront majeurs.

Voici quelques indications qui peuvent aider ou qui constituent de bons antidotes :

Un premier exemple qui met les points sur les i

Les jeux d'argent sur Internet sont interdits aux personnes de moins de 18 ans. Conformez-vous à la législation en vigueur dans votre pays. Les paris sportifs en ligne sont un moyen de se divertir et non pas un investissement. *pari-et-gagne.com* ne pourra être tenu responsable des pertes que vous êtes susceptible d'avoir en pariant sur des sites de pari en ligne. Le jeu peut devenir une addiction. En cas de dépendance aux jeux, ces sites peuvent vous aider :

- adictel.com
- sosjoueurs.org
- riennevaplus.org

Interdiction volontaire de jeu

Toute personne souhaitant faire l'objet d'une interdiction de jeux doit en faire elle-même la demande auprès du ministère de l'intérieur. Cette interdiction est valable dans les casinos, les cercles de jeux et sur les sites de jeux en ligne autorisés en vertu de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010. Elle est prononcée pour une durée de trois ans non réductible.

Unibet lutte contre le jeu excessif ou pathologique en partenariat avec SOS Joueurs

Jouer comporte des risques : endettement, isolement, dépendance. Pour être aidé, appelez le 09-74-75-13-13 (appel non surtaxé).